

*Progrès technologique*

établi et ses membres représentaient tous les partis à la Chambre, y compris le Nouveau parti démocratique dont le député de Yorkton-Melville est membre. Pour répondre à sa question, je dois avouer que les députés n'ont pas manqué de se prononcer, grâce, entre autres, à ce groupe de travail, et c'est pourquoi je ne vois pas la nécessité d'adopter la proposition du député.

J'ajoute que si c'était uniquement pour la forme, si les recommandations devaient prendre des mois, voire des années, à être mises en œuvre, j'appuierais la motion du député tendant à créer un comité spécial dans ce domaine. Je dois admettre que pour l'instant, nous n'avons pas encore tiré pleinement profit des avantages économiques et des possibilités d'emploi que nous réserve la technologie de pointe au Canada. Je félicite le cabinet de s'être arrêté à la question et d'avoir décidé si promptement de formuler sa politique et de la rendre publique, ainsi qu'il l'a fait le 3 mai. J'invite le député de Yorkton-Melville à renoncer à son projet qui, si louable qu'il puisse paraître de prime abord, risque de retarder la mise en œuvre d'une excellente politique.

Je m'en voudrais d'omettre de signaler que la présidence est assurée par mon collègue, le député de Bow River (M. Taylor), qui s'acquitte fort bien de sa tâche, comme d'habitude. J'espère qu'il y restera longtemps.

Il est vrai, monsieur le Président, que nous avons dû faire face à de profonds bouleversements dans le domaine de l'emploi. Nous devons de nouveau faire face à ce problème dans les années qui viennent et nous en viendrons à bout, à condition de nous y attaquer directement grâce à une politique intelligente.

J'ai dit que nous avons déjà fait face à ce genre de problème et je vais vous donner un exemple relatif à l'agriculture. En quinze ans à peine, entre 1946 et 1961, le nombre de personnes employées dans le secteur agricole est tombé de plus de un million, à 600,000, ce qui représente une perte de près de un demi-million d'emplois. Au cours de la même période de quinze ans, le pourcentage de travailleurs canadiens employés dans le secteur agricole est tombé de 25 p. 100, à un peu plus de 11 p. 100. En 1981, ce pourcentage n'était plus que de 4.4 p. 100.

Il y a donc eu un changement radical dans le profil de l'emploi, et nous aurions eu là de quoi nous alarmer si nous avions pu prévoir la disparition des emplois agricoles sans savoir exactement quels nouveaux débouchés nous apporterait l'évolution de l'économie. Il est toujours beaucoup plus facile de voir quels sont les emplois en danger que ceux auxquels les changements peuvent donner naissance. Néanmoins, des siècles d'expérience ont démontré que l'avènement de techniques nouvelles s'accompagnait toujours de nouveaux débouchés imprévus.

Avant de nous laisser aller au découragement, monsieur le Président, n'oublions pas qu'au cours des années 70, le nombre total d'emplois a augmenté de près de trois millions. Il est passé de huit millions, en 1971, à 10.9 millions, dix ans plus tard. En outre, le marché du travail subit des bouleversements constants. Le groupe d'étude sur l'expansion du marché du travail dans les années 80 a constaté que, chaque année, on voit apparaître un million de nouveaux emplois tandis qu'il en disparaît trois quarts de millions.

• (1600)

Si vous le voulez bien, revenons-en à l'exemple de l'agriculture. De toute évidence, nous avons réussi à faire la transition grâce à une économie solide qui créait des richesses et favorisait la croissance des investissements. Il fallait évidemment une main-d'œuvre à la hauteur de la nouvelle situation. Dans les années 50 et 60, l'économie a réussi à assurer cette croissance, et si nous voulons continuer à pouvoir nous adapter aux techniques nouvelles, il nous faut de nouveau une économie forte.

Les efforts du gouvernement visent à consolider de nouveau notre économie. De toute évidence, il faut s'attendre à une concurrence très serrée. Si nous voulons prospérer, notre économie doit être concurrentielle sur le plan des prix, de la qualité, de l'avancement technologique et de la commercialisation.

La réalité est inéluctable. Si nous tentons de nous détourner de la réalité que représentent le nouveau produit et les nouvelles technologies de production, notre économie connaîtra bientôt la stagnation. Si nous refusons de faire l'autruche et si nous relevons le défi avec intelligence, je prévois une croissance constante, et une richesse sociale, la richesse de notre société en général et l'avènement de nouvelles méthodes de travail et de partage des biens.

Nous devrions peut-être envisager la situation non pas comme un problème, mais plutôt comme une bonne occasion. J'ai appris que dans la langue chinoise, il existe une seule série de symboles pour désigner deux mots. Il existe une série de symboles pour désigner par écrit le mot «problème», et la même série de symboles, sans aucune modification, veut dire «occasion». A mon avis, ceux qui trouvent que la technologie de pointe de l'avenir constitue un problème devraient plutôt la considérer comme une occasion propice—de fait, une série d'occasions propices pour les Canadiens.

L'homme est toujours à son meilleur quand il doit relever un défi. Notre faculté d'adaptation a toujours été notre force. La politique technologique que le gouvernement a proposée et les initiatives précises qu'il a annoncées sont des mesures qui faciliteront la transformation de notre économie et de notre société en un monde nouveau dont nous commençons à peine à entrevoir la forme. Pour ma part, j'envisage ce monde nouveau avec un certain optimisme. Je répète le point essentiel: il est toujours facile de constater et de prévoir les pertes d'emplois, tandis qu'il n'est pas aussi facile de prédire les nouvelles occasions qui vont s'offrir. Celles-ci surgiront aussi longtemps que nous continuerons à mettre en œuvre des programmes et des politiques qui nous permettront de saisir l'occasion au moment opportun. Personne ne conteste que la période que nous allons affronter connaîtra une profonde évolution structurelle. Cette évolution éliminera des emplois, personne n'en doute. Toutefois, elle en créera de nouveaux.

Le choix est important, monsieur le Président, mais assez simple—nous pouvons faire l'autruche, tenter de tout immobiliser, lutter contre la technologie de pointe envisagée comme un monstre sinistre ou, au contraire, et ce serait plus efficace et plus raisonnable, nous pouvons considérer la technologie de pointe comme une abondance d'occasions que nous devons saisir, une porte ouverte à la création de nouveaux emplois qui se substitueront à ceux qui sont éliminés à cause d'une technologie éphémère. Telle est l'histoire de la civilisation, n'est-ce pas? Ceux qui s'y opposent voudraient que nous retournions en